

PRÉFET DES VOSGES

DIRECTION DE LA COORDINATION,
DE L'ÉVALUATION ET DU SUIVI DES
POLITIQUES PUBLIQUES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE

N° 1988/2011

mettant en demeure la société René PARMENTELAT et Fils de respecter les dispositions des articles 4.2.3, 4.3.2 et 7.2 de l'arrêté préfectoral n° 568/2006 du 21 février 2006 l'autorisant à poursuivre l'exploitation d'une unité de blanchiment textile et les articles 2.1.1, 2.2 et 2.3.1 de l'arrêté préfectoral n° 2639/2008 du 13 août 2008 l'autorisant à poursuivre l'exploitation d'une station d'épuration à Gérardmer

Le Préfet des Vosges,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Livre V du Code de l'Environnement, et notamment l'article L. 514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 568/2006 du 21 février 2006 autorisant les Etablissements René PARMENTELAT et Fils à poursuivre l'exploitation d'une unité de blanchiment textile sur le territoire de la commune de GERARDMER ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2639/2008 du 13 août 2008 autorisant le G.I.E. DU NOIR RUXEL à poursuivre l'exploitation d'une station d'épuration au lieu-dit « Les Granges-Bas » sur le territoire de la commune de GERARDMER ;

VU la dissolution du G.I.E. DU NOIR RUXEL et la reprise par les Etablissements René PARMENTELAT et Fils de la gestion de la station d'épuration précédemment exploitée par le dit G.I.E. ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 25 juillet 2011 constatant le non respect de certaines prescriptions des arrêtés préfectoraux précités ;

CONSIDERANT qu'il appartient aux Etablissements René PARMENTELAT et Fils de satisfaire aux prescriptions des arrêtés préfectoraux susvisés ;

CONSIDERANT que les prescriptions fixées par le présent arrêté visent à garantir la préservation des intérêts mentionnés au Code de l'Environnement ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Vosges ;

ARRETE

Article 1^{er} :

La société René PARMENTELAT et Fils est mise en demeure de respecter, **sous un délai ne dépassant pas un mois**, les dispositions de l'article 4.3.2. de l'arrêté préfectoral n° 568/2006 du 21 février 2006. Pour satisfaire à cette prescription, l'exploitant devra mettre sur rétention les containers et les fûts, contenant des produits chimiques, entreposés à proximité de la fosse en béton dans le local dénommé débarras.

Article 2 :

La société René PARMENTELAT et Fils est mise en demeure de respecter, **sous un délai ne dépassant pas trois mois**, les dispositions de l'article 4.2.3. de l'arrêté préfectoral n° 568/2006 du 21 février 2006. Pour satisfaire à ces prescriptions, l'exploitant devra fournir un plan des réseaux de collecte de toutes natures (eaux industrielles, usées et pluviales), clair et faisant apparaître les différents points de collecte et exutoires.

Article 3 :

La société René PARMENTELAT et Fils est mise en demeure de respecter, **sous un délai ne dépassant pas six mois**, les dispositions de l'article 7.2 de l'arrêté préfectoral n° 568/2006 du 21 février 2006. Pour satisfaire à ces prescriptions, l'exploitant devra éliminer via une filière agréée les bidons et fûts contenant des liquides et mélanges divers présents au second étage du bâtiment principal.

Article 4 :

La société René PARMENTELAT et Fils est mise en demeure de respecter, **sous un délai ne dépassant pas un mois**, les dispositions de l'article 2.1.1. de l'arrêté préfectoral n° 2639/2008 du 13 août 2008. Pour satisfaire à cette prescription, l'exploitant devra entretenir la conduite de surverse du clarificateur et le regard en béton associé.

Article 5 :

La société René PARMENTELAT et Fils est mise en demeure de respecter, **sous un délai ne dépassant pas six mois**, les dispositions des articles 2.2. et 2.3.1. de l'arrêté préfectoral n° 2639/2008 du 13 août 2008.

Pour satisfaire à ces prescriptions, l'exploitant devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter une pollution du milieu naturel, notamment en étudiant des propositions d'améliorations du fonctionnement de sa station de traitement des effluents. En outre, un rapport d'étape devra être transmis, sous trois mois, à l'inspection.

Article 6 :

A défaut de déférer à la présente mise en demeure dans les délais fixés aux articles 1 à 5, la société René PARMENTELAT et Fils s'expose, indépendamment des sanctions pénales, aux autres procédures prévues à l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement.

Article 7 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

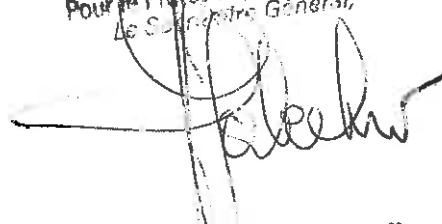
Article 8 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Vosges, le Sous-Préfet de Saint-Dié des Vosges et l'Inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société René PARMENTELAT et Fils et dont copie sera adressée pour information au Maire de Gérardmer.

Epinal, le 27 JUIL 2011

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Hugues MALECKI

